

Éditorial

Par Izio Rosenman

Pourquoi le mal court ?

« Il y a des Juifs ici ! »

Qui a tué Daniel Pearl ?

Good Morning Irak

Le populisme

la lettre de l'AJHL

Bimestriel N°26 octobre 2003 – Prix au numéro 2,30 euros

Éditorial

La gauche et le sionisme

Par Izio Rosenman

Nous sommes nombreux à l'avoir ressenti, le malaise dans les relations entre la gauche et une grande partie des Juifs en France, s'est fortement accentué depuis deux ou trois ans, depuis le début de la 2^e intifada. Cette question en recouvre une autre, plus ancienne : quels ont été, et que sont devenus les rapports de la gauche et du sionisme.

Cette question, en effet, centenaire, comme le sionisme lui-même, a repris une actualité, en particulier en France, où l'on a assisté au cours des dernières années à un certain nombre de dérives violentes à l'égard des Juifs, verbales ou physiques, tandis que le mot même de sioniste est devenu, dans certains milieux, une insulte.

En retour, pour un certain nombre de Juifs en France, toute critique de la politique du gouvernement israélien actuel blesse et fâche.

C'est pourquoi nous avons décidé d'aborder ce thème dans la présente lettre, avec un article de Tony Fitoussi, dont vous trouverez la version complète sur notre site internet www.ajhl.org. Je voudrais ici, juste y ajouter quelques remarques.

Le mouvement sioniste, qu'il soit de gauche, marxiste ou non, ou de droite s'est toujours défini comme le mouvement de renaissance et de libération nationale du peuple juif, l'idée sous jacente étant que le peuple juif, opprimé et soumis à l'antisémitisme, ne peut être libre en diaspora.

La gauche, depuis ses origines, a fait de l'internationalisme un de ses fondements ; mais elle a également toujours

eu pour vocation de soutenir les opprimés.

On devait donc s'attendre à une situation complexe et à des relations ambiguës avec le sionisme et avec les mouvements nationaux en général. Pour ce qui nous intéresse ici il faut distinguer les trois tendances de la gauche : la social-démocratie, les communistes, et l'extrême gauche (trotskiste, maoïste,...). La social démocratie, en particulier en France, s'est presque toujours montré favorable au mouvement sioniste, à la création d'un État pour les Juifs, et à l'immigration des Juifs en Israël, ainsi qu'au soutien de celui-ci : il suffit de citer Léon Blum (voir l'article à ce sujet dans le N°10 de Plurielles), ou bien l'aide apportée aux immigrants de l'Exodus par Edouard Depreux.

En abordant le communisme, il faut d'abord noter une exception, ou une contradiction, ou encore une parenthèse, de taille, dans la position de Staline c'est l'appui de l'URSS à la création de l'État d'Israël par l'ONU et sa reconnaissance immédiate, ainsi que l'aide en armes déterminante que la Tchécoslovaquie communiste a apporté à Israël lors de la guerre d'indépendance de 1948. A ce moment les calculs stratégiques de lutte contre l'impérialisme américain et anglais étaient très présents,... ainsi que l'espoir qu'un gouvernement sioniste travailliste israélien se réclamant du socialisme devienne un jour un allié de la « patrie du socialisme ».

Conférence

de Philippe Zard sur Kafka

L'AJHL vous invite à la conférence débat sur Kafka le 28 octobre à l'Hotel de l'Industrie, 4 place St Germain des près, Salle des 3 Consuls, à 20 h 30 ; elle sera suivie d'un débat avec le public. Participation aux frais 8 Euros.

Sujet : Tradition cachée, tradition cessée. Les figures juives de la conscience moderne chez Kafka

On a déjà beaucoup écrit sur Kafka et la « maladie de l'identité » : celle d'un écrivain juif pragoïse de langue allemande. Il ne s'agira pas ici d'évaluer le poids respectif de ces « appartenances », à supposer que l'entreprise soit possible, mais plutôt de réfléchir à la manière dont, à travers l'œuvre de Kafka (son écriture comme son interprétation) peuvent se lire simultanément une crise de l'identité juive et une crise de la culture européenne.

Philippe Zard est maître de conférences en littérature comparée à l'Université de Paris X. Il a publié *La fiction de l'Occident* (Thomas Mann, Franz Kafka, Albert Cohen) (P.U.F., 1999) et, avec Anne Tomiche, *Littérature et philosophie* (Artois Presses Université, 2002) ainsi que divers articles sur Albert Cohen, Thomas Mann, Hermann Broch, R.-M. Rilke, Joseph Roth... Ses recherches portent notamment sur le rapport entre littérature, politique et philosophie dans l'Europe de l'entre-deux-guerres.

La lettre de l'AJHL

Association pour un Judaïsme Humaniste et Laïque
(loi de 1901) www.ajhl.org
11 rue de Clamart, 92100,
Boulogne-Billancourt.

La gauche traverse une crise profonde. C'est presque une banalité que de le dire. Nous, Juifs de gauche, laïques et humanistes, nous devons d'apporter notre pierre à l'édifice de sa reconstruction, reconstruction qui passe en premier lieu par l'analyse des raisons profondes à l'origine de cette crise et en particulier par l'interrogation de ce qui apparaît, aux yeux de la gauche, comme des évidences. Et parmi ces évidences, ces présupposés idéologiques qui constituent ce qu'il faut bien appeler la pensée unique de gauche, nous voudrions en interroger au moins deux d'entre eux qui concernent les juifs et le sionisme, et qui traversent plus précisément une certaine gauche que nous appellerons, pour les besoins de l'exposé, la G.U.P.P., la gauche uniquement propalestinienne, qui regroupe l'extrême gauche, les Verts, le P.C, une partie du P.S, la mouvance alter-mondialiste, le Monde Diplomatique... C'est en tant que Juifs tout d'abord frappés de plein fouet par la crise antisémite que connaît la France depuis plus de deux ans, et en tant qu'hommes et femmes progressistes ensuite, profondément affectés par l'attitude de la gauche au cours de cette crise, que nous nous croyons le droit et le devoir de l'appeler à un retour urgent sur elle-même, et à faire sauter un certain nombre de verrous idéologiques qui la rendent, à notre sens, incapable d'appréhender le conflit israélo-palestinien de manière correcte et qui l'amènent parfois sur des voies extrêmement dangereuses, bref à faire elle aussi son aggiornamento. Nous évoquerons ici deux types d'a priori théoriques dont cette gauche devrait à notre sens se débarrasser. Une petite remarque au préalable. L'antisémitisme de gauche, qui existe de toute évidence, même s'il se dissimule derrière des causes en apparence plus nobles, n'est pas ici notre propos. Il mériterait à lui seul un dossier à part. Le but de ces articles, qui veulent éviter le simplisme, la polémique et les phantasmes, est d'aborder quelques questions de fond et, pourquoi pas, d'entamer un dialogue avec les gens de bonne foi se réclamant de cette gauche..

I. Premier verrou : la faiblesse de son analyse sur les mouvements d'émancipation nationale

Il est frappant de constater le peu d'enseignement que la gauche a tirés des échecs des mouvements d'émancipation nationale. Ainsi pour ce qui concerne le mouvement pales-

tinien, un constat s'impose dont il est urgent de tirer les leçons. Si l'on peut penser que le mouvement palestinien était il y a quelques années dominé par une vision progressiste de l'avenir de la région à l'image de ce que furent les différents mouvements de libération nationale, on peut affirmer aujourd'hui qu'y sont influents, pour ne pas dire prépondérants, les courants, islamistes ou pas, qui ont opté pour le terrorisme, idéologie totalement contraire à toute idée de progrès, de paix et de démocratie. Ces courants sont représentés par le Hamas, le Djihad Islamique, et le Hezbollah, mais également par une frange importante de l'O.L.P.

Quelles que soient les explications, et elles existent, que l'on peut donner à la progression du terrorisme, islamiste ou non, il ne peut en aucune manière souffrir la moindre justification. Il doit, une fois pour toutes, être considéré comme l'ennemi absolu de tout démocrate épris de paix. Rien ne le justifie, pas même la souffrance sociale. Les attentats suicides ont d'ailleurs été très clairement qualifiés de crimes contre l'humanité par Amnesty International Human Rights et tout récemment par Médecins Sans Frontière.

L'histoire nous a apporté un enseignement essentiel que tous les démocrates doivent absolument prendre à leur compte, sous peine de perdre leur âme : tout mouvement de révolte contre la misère, l'exploitation, la colonisation, peut prendre deux formes totalement opposées : une forme progressiste et une forme réactionnaire. Etre progressiste c'est aussi savoir dire que les opprimés n'ont pas toujours raison, que la forme que peut parfois prendre leur combat, peut avoir des conséquences pires que l'oppression qu'ils subissent. Apprenons à dire, une fois pour toutes, que le meilleur comme le pire peut se trouver dans les mouvements qui se réclament de l'émancipation des peuples.

Ce que la GUPP n'ose pas s'avouer, prisonnière qu'elle est d'une certaine vision de la libération des peuples, celle des années 1960, c'est que le mouvement palestinien a pris une tournure dangereuse, de plus en plus influencé qu'il est par la mouvance islamiste radicale. Force est de constater que, dans le monde Arabo-Musulman, et le mouvement palestinien n'est pas épargné, s'est très fortement développée l'influence de l'islamisme radical, une idéologie

religieuse ultra réactionnaire, totalitaire, anti-occidentale et judéophobe (Pour s'en convaincre, il n'est que de lire, par exemple la charte du Hamas).

Dans le cadre notamment d'une mondialisation aux conséquences sociales dévastatrices, conséquences contre lesquelles la gauche doit se battre, l'islamisme radical risque, si nous ne nous y opposons pas avec force, de gagner les peuples arabo-musulmans dans le monde. Le mouvement palestinien comme les mouvements progressistes ne doivent pas tomber dans ce piège. Le progressisme aujourd'hui doit clairement désigner le terrorisme et l'islamisme radical comme ennemis des peuples palestiniens comme israéliens.

Or, malheureusement, force est de constater que ce n'est pas ce qui se produit. Ne voit-on pas en effet dans les manifestations de solidarité avec le peuple palestinien flotter des drapeaux du djihad islamique ou des banderoles faisant le parallèle entre Israël et le nazisme, n'entend-on pas proférer des slogans antisémites, n'a-t-on pas assisté, lors de la manifestation contre la guerre en Irak, à des agressions physiques contre des manifestants membres de L'Hashomer Hatzair mouvement de gauche se battant pour une paix israélo-palestinienne, pour la seule raison qu'ils étaient juifs ? Certes, on nous rétorquera que ces incidents graves sont le fait de groupes minoritaires. Mais le simple fait qu'ils puissent s'exprimer montre que la solidarité avec le peuple palestinien manque de clarté et ne se démarque pas assez de ce qu'il convient d'appeler le « fascisme vert ». La meilleure façon de s'en départir est de désigner l'islamisme radical et le terrorisme comme des ennemis au même titre que l'occupation des territoires. « Non à tous les terrorismes » et « deux États pour deux peuples » sont les slogans dont la gauche devrait se prévaloir non seulement parce qu'ils sont justes mais aussi parce qu'ils écartent de fait la tendance islamiste totalitaire et violente du mouvement et permettront à la gauche de clairement s'en démarquer.

Il n'est pas de bon terrorisme. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer ses crimes ignominieux. Il s'agit de désigner leurs auteurs et surtout ceux qui les y poussent comme des ennemis irréductibles du peuple Israélien comme des Palestiniens. La solidarité avec le peuple Palestinien qui évacue cette question est une solidarité qui se trompe de combat.

II. Deuxième verrou idéologique : le refus du sionisme.

Au-delà de son extrême violence et de l'idéologie qu'il véhicule, le terrorisme palestinien est surtout à combattre parce qu'il est sous-tendu par une idée : celle que toute la Palestine appartient aux Palestiniens, que l'occupation Israélienne n'est pas seulement celle de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-est, mais elle est celle de toute la Palestine de la mer au Jourdain. Cette idéologie, dont ne s'est jamais totalement et réellement départi le mouvement palestinien, nie l'existence de l'État d'Israël pour ne pas dire plus : la présence des Juifs sur la terre de Palestine. Et c'est contre cette idée qu'il faut absolument s'insurger. Le peuple juif a droit à un État au même titre que les Palestiniens. Tout mouvement pour la paix doit également combattre au nom de ce droit.

Lorsque A. Gresh affirme (1) que « il y a un occupant et un occupé. Je suis du côté des occupés », de quelle occupation parle-t-il ? De quels territoires occupés ? De toute la Palestine de la Méditerranée au Jourdain ou des territoires occupés par Israël depuis 1967 ? Ce non-dit, volontaire ou pas, se retrouve tout le temps, dans tous les dires et dans tous les écrits. Tant que la définition claire de ce qu'il entend par Palestine n'aura pas été faite par le mouvement palestinien, la paix ne sera pas possible.

La nécessité d'une définition sans ambiguïté renvoie à la question essentielle suivante : la revendication du droit au retour des Palestiniens dans la Palestine historique. Cette idée qui existe dans le mouvement palestinien comme dans une partie de la gauche est à bannir car elle signifie de facto le refus d'un État juif. Cette revendication est au cœur du conflit israélo-palestinien et au centre de nos divergences avec cette gauche. L'idée de retour des réfugiés est à condamner car elle implique l'afflux très important de réfugiés palestiniens dans les territoires d'avant 1967, ce qui signifie en clair, pour des raisons démographiques évidentes, la fin du caractère juif de l'État d'Israël. Cette idée qui renvoie au projet d'un État binational est absolument inacceptable aussi bien pour les Israéliens que pour les Juifs du monde entier, car il ne reconnaît pas aux Israéliens et aux Juifs le droit d'avoir leur

propre État. De plus, outre la perte du caractère juif de l'État d'Israël, principe reconnu, rappelons-le, par l'ONU dès la création de l'État d'Israël (et d'ailleurs par l'ensemble de la gauche y compris le parti communiste), ce retour massif des réfugiés entraînerait des problèmes politiques, culturels, économiques et sociaux dont les Arabes palestiniens seraient les premières victimes, et des conflits ethniques d'une tout autre gravité que ceux que l'on connaît aujourd'hui. Peut-on raisonnablement croire qu'après plus de 50 ans de guerre, de violence, de haine, les deux communautés pourraient par enchantement se réconcilier dans un État qui leur serait commun ? Cette idée est à proscrire. Il faut le dire très clairement plutôt que de le laisser espérer. Tout se passe comme si, et nous avons là un des démons d'une certaine gauche, pour « réparer » « l'injustice originelle », oserons-nous dire « le pêché originel », qu'a constitué la création de l'État d'Israël, la gauche inconditionnellement pro-palestinienne tenterait (nous évacuons ici encore une fois les arrières pensées...) avec acharnement, obsessionnellement pourrions nous dire, de trouver une solution radicale et « pure » permettant d'effacer d'un seul trait la souffrance du peuple palestinien. On a pu voir, tout au long du XX^e siècle, les terribles ravages qu'a pu produire cette exigence de pureté idéologique. Israël est une réalité indépassable non seulement en tant qu'État, mais également en tant qu'État juif. La gauche doit se démarquer radicalement des partisans de « la grande Palestine », de l'idée d'un État bi-national et donc de la revendication du droit au retour des Palestiniens, revendication perçue, à juste titre, par les Israéliens comme une manière indirecte et sur le long terme de nier leur propre identité. « Deux peuples, deux États », tel est le mot d'ordre à proclamer !

L'essence du sionisme est le droit imprescriptible du peuple Juif de posséder un État qui lui soit propre. Dénier ce droit est de la même logique que refuser au peuple palestinien de posséder le sien. Il faut que la gauche se débarrasse définitivement de cette gangue idéologique tiers-mondiste qui consiste à penser que l'État d'Israël, État du peuple juif, est par essence colonialiste. Cette idée est non seulement fautive mais, surtout, elle crée une brèche béante dans laquelle s'insinuent antisémites et islamistes radicaux de tous

poils. Ce n'est que dans ce cadre que peut se comprendre cette sorte de connivence objective entre une certaine gauche et les mouvements ultra réactionnaires et antisémites que l'on a vu défiler à Paris. Pour se prémunir de ces dérives gravissimes, il faut une fois pour toutes que la gauche reconnaisse le sionisme comme mouvement de libération d'un peuple au même titre que le mouvement palestinien et tous les autres mouvements de libération nationale. Pour ne pas perdre son âme, la gauche doit être, comme le proclame P. Klugman, ancien responsable de l'U.E.J.F., pro-sioniste et pro-palestinienne.

CONCLUSION

La gauche doit une fois pour toutes reconnaître que le conflit israélo-palestinien est un conflit entre deux mouvements de libération nationale qui sont tous deux absolument légitimes même s'ils peuvent prendre tous deux une dimension réactionnaire, raciste et expansionniste, et nier de manière violente, par une sorte de mimétisme destructeur, l'existence de l'autre et conduire chacun des deux peuples à un suicide collectif. À nous, mouvement démocratique et pacifique, par des prises de position et des attitudes dénuées de toute ambiguïté vis-à-vis des deux camps extrêmes, ennemis des deux peuples, d'aider à l'émergence d'un mouvement judéo-palestinien pour la paix condamnant la violence, la haine et appelant à la reconnaissance mutuelle des deux peuples. Plusieurs initiatives ont été prises dans ce sens : les positions et les actions constantes du mouvement « La paix maintenant », le texte commun Nusseibeh-Ayalon, la feuille de route... Pourquoi la GUPP ne soutient-elle pas ces prises de position et, pire, n'en parle quasiment jamais ? Pour notre part, tant qu'elle n'aura pas répondu à ces questions, et pris des positions sans aucune ambiguïté sur ce conflit, nous ne pourrions militer à ses côtés, même si nous partageons de nombreuses analyses sur d'autres sujets. Il en va en effet du sens de notre combat en tant que Juifs, en tant que laïcs et en tant que militants de la paix et de la justice sociale.

Alors rêvons, comme l'a souhaité Aurélie Filipetti, de voir un jour, à Paris comme ailleurs, flotter à la tête d'une manifestation pour une paix israélo-palestinienne le drapeau israélien et le drapeau palestinien !

Si l'on se place dans la situation de la France d'aujourd'hui et de la crise antisémite qu'elle connaît depuis plus de deux ans, on ne peut qu'être en désaccord profond avec les prises de position de certains hommes et femmes de gauche, juives ou d'origine juive, telles qu'elles s'expriment dans la pétition « Une autre voix juive », parue notamment dans « Le Monde » du 6 avril 2003. Qu'est-ce qui est dit en substance dans cette pétition ? Oh certes, l'antisémitisme existe (comment en effet le nier) ! Mais finalement, au bout du compte, il n'est pas si important que cela. Ou alors, on insistera sur l'antisémitisme de l'extrême droite. Il est quand même surprenant de voir apparaître dans cette pétition le fameux « détail de l'histoire » qui, si monstrueux qu'il soit, a été prononcé il y a plusieurs années, et que, depuis, d'autres événements antisémites lui ont volé la vedette, si l'on peut dire. Oui mais voilà, ces derniers incidents racistes, eux, sont le fait de populations dont nos schémas cloisonnés de pensée nous interdisent de concevoir qu'ils aient pu être commis par celles-ci. La droite devient un alibi facile, un exutoire, et sa critique une stratégie d'évitement pour masquer à la fois ses propres limites dans l'analyse politique mais également, quand on est juif, sa propre judéité, ou plutôt son désespoir devant l'impossibilité de voir s'effacer son identité juive dans le moule unificateur de ce que l'on croit être la démocratie et la laïcité.

De la même manière, plutôt que de désigner ces actes antisémites et stigmatiser les populations qui en sont responsables, on va s'attacher à dénoncer le CRIF et sa prétention à la représentativité. Rappelons que le CRIF ne rassemble que les représentants des associations juives membres. On ne peut, par conséquent, pas lui reprocher de ne pas exprimer l'opinion des Juifs non organisés. De plus, le CRIF est un organisme qui évolue, sa direction change comme sa ligne politique. Au fond dans cette critique du CRIF, on voit réapparaître la vieille idée du pouvoir complotaire, contre laquelle Claude Lefort s'était dans « L'invention démocratique » insurgé, en dénonçant « l'illusion de prêter à des dirigeants la faculté de s'approprier la conscience des masses qui les soutiennent ».

Plutôt que de dénoncer les actes antisémites graves qu'ont connus les Juifs de France ces derniers mois (on n'a pas beaucoup entendu sur ce chapitre nos

pétitionnaires de « l'autre voix juive » au cours des deux années écoulées), on va considérer « les intimidations » subies par des démocrates comme en effet bien plus graves que des synagogues brûlées, des tombes profanées, des hommes et des femmes agressées, des « mort aux Juifs » quotidiens, des insultes permanentes, sans parler des croix gammées sur des drapeaux Israéliens et des partisans du djihad islamique ou du hamas dans les manifestations organisées par la gauche.

Plus grave encore, en plus de minorer l'antisémitisme actuel, en plus de ne voir que l'antisémitisme de l'extrême droite, on va stigmatiser la « montée en puissance de l'idéologie de l'extrême droite Israélienne au sein des forces politiques Françaises » (les forces politiques Françaises apprécieront !). On croit rêver lorsqu'on lit sous la plume de juifs de gauche que la droite Israélienne pratique « des ingérences criminogènes, antidémocratiques dans la société Française », quand on lit noir sur blanc « que le gouvernement israélien s'accommode des résurgences de l'antisémitisme ». On est en plein délire paranoïaque ! Au fond, les Juifs n'ont qu'à bien se comporter plutôt que de donner « un visage repoussant ». Juifs tenez-vous bien, si vous ne voulez pas être des victimes ! Non seulement ces gens-là n'ont décidément pas tiré les leçons de l'Histoire, mais plus grave encore reprennent à leur compte les phantasmes antisémites les plus éculés.

Il y a également, dans cette pétition, comme dans d'autres écrits, une autre manière habile, voire perverse, de nier la légitimité de l'État d'Israël en tant qu'État juif. C'est celle qui consiste à faire croire que l'État d'Israël est né de la Shoah, « est né dans les conditions historiques laissées par les ruines du fascisme hitlérien ». Cette affirmation est une erreur historique grossière : rappelons que la population juive en 1940 comprenait 460 000 personnes. De plus comme le rappellent « les amis de Shalom Arshav » : « L'État d'Israël est la concrétisation du mouvement de libération nationale du peuple juif, généralement appelé sionisme, dont l'origine plonge ses racines dans l'histoire juive ». La Shoah, rajoutent-ils, n'a fait que précipiter ce processus existant depuis longtemps. Ce qui est grave, c'est que cette erreur va laisser toute liberté pour mettre en cause le bien-fondé de l'État d'Israël à l'aide du discours suivant : Les Palestiniens ne sont pas res-

ponsables du génocide juif. Ce qui est bien sûr vrai. Mais l'on rajoute immédiatement que la création de l'État d'Israël a entraîné une autre injustice pour la population arabe qui était sur place. Ce que personne ne nie. Mais ceci ne remet pas en cause le sionisme et surtout ne justifie pas le discours qui en découle et que l'on retrouve sous la plume de gens comme Edgar Morin (Le Monde du 4 juin 2002 : Israël-Palestine : le cancer) : «...Les juifs, victimes de l'inhumanité, montrent une terrible inhumanité... se transforment en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier ». Là, on n'a plus à faire à une protestation contre l'occupation de territoires par un État, mais à l'oppression et la haine d'un peuple contre un autre. Il n'y pas mieux pour exciter l'antisémitisme ! Ce n'est plus un État qui occupe et opprime, ce n'est plus un gouvernement de droite qui pratique une politique de colonisation. Non, c'est un peuple ! En l'occurrence le peuple juif, vous savez ce peuple, qui, sous prétexte de ses souffrances passées, commet les crimes les plus odieux 50 ans plus tard à l'encontre d'un autre peuple. Et voilà comment, ces propos, qui se diffusent dans les médias, dans les écoles, dans le corps enseignant, dans les banlieues, dans les syndicats, dans les partis politiques, autorisent certains élèves à interdire des cours sur la Shoah, d'autres à arborer, dans des manifestations, en plein Paris, des drapeaux d'organisations terroristes, à se permettre des tabassages de jeunes Juifs pacifistes, à brûler des synagogues... Mais, voyons, penseront certains, puisque les juifs sont précisément des oppresseurs, on aurait tort de s'en priver !

Devant l'impossibilité qu'ils ont à questionner un certain nombre de leurs présupposés idéologiques, devant l'évidence de l'échec de l'assimilation, de l'effacement, de la mise entre parenthèses de l'identité juive comme beaucoup d'entre eux les ont rêvées, il y aurait un rejet violent du sionisme dont on n'accepte pas qu'il puisse devenir un recours possible. Et plutôt que de faire un retour sur soi, plutôt que de repenser le sionisme et la judéité au travers de catégories et de concepts différents, on va « résister » au sens psychanalytique, et s'atteler à une sorte de conjuration, de refus du réel, et toute cela, bien entendu, au nom de « l'universalité des droits humains et des droits des peuples ».

Le livre : « Antisémisme : l'intolérable chantage », Israël-Palestine, une affaire française ? est la tentative de traiter, à plusieurs voix, de la manière dont la critique de la politique du gouvernement israélien, a été récupérée comme relevant de l'antisémisme.

Les auteurs vont s'employer à réfuter, chacun à sa manière, cette accusation d'antisémisme en mettant en avant le caractère de manipulation politique qui s'y rattache.

Au passage, ils s'emploient à mettre en lumière, les distinctions entre antisémisme et anti-sionisme, entre critique de la politique israélienne et antisionisme, entre rupture de solidarité avec la « communauté juive sharoniste » et renouveau de la solidarité avec la communauté juive dans sa condamnation de l'antisémisme.

On s'aperçoit que ces distinctions sont utiles, que les amalgames sont faciles et que la vigilance à les éviter doit être maintenue en permanence. Denis Sieffert écrit « l'antisémisme a besoin de s'accrocher à une actualité, il lui faut faire son nid dans l'histoire réelle, se trouver des raisons d'être ». Est-ce pour autant que la raison critique doit s'effacer ? Sur aucun cas, la crainte de l'antisémisme ne doit se payer de l'aveuglement politique, et, sur ce point, tous les auteurs s'accordent.

Cependant, se manifeste parfois dans le propos, une telle dimension de rejet de la réalité israélienne, si éloignée de l'expression d'une déception douloureuse qui serait prise dans un attachement sincère que cela laisse à penser qu'une dimension manichéenne prend le pas sur l'entreprise critique.

Alors que Judith Butler développe une argumentation très riche et précise sur la nécessaire liberté critique vis-à-vis d'Israël tout en restant dans un attachement sans faille au maintien de son existence, Rony Braumann a, lui, une position nettement anti-sioniste. Il écrit : « le rêve sioniste a tourné au cauchemar. Israël est devenu le ghetto que les sionistes voulaient abolir, c'est même le

seul endroit au monde où les juifs vivent en ghetto, c'est le pays qui a finalement des liens amicaux et confiants qu'avec un seul pays, celui qui s'impose au reste du monde par la force : les États-Unis. Piètre réussite »

A vouloir désigner les coupables, départager les bons des mauvais, on atteint à une prétention outrancière qui, dans une situation si complexe, ne peut que laisser de côté des paramètres importants.

Avec cette volonté forcenée de choisir son camp, qui caractérise une partie de la gauche juive dite « pro-palestinienne » le risque est grand de passer à côté d'une vision surplombante qui permettrait qu'une volonté puisse se faire entendre : ni pro-palestiniens, ni-pro-israéliens mais dans l'exigence de faire pression pour exiger des deux parties la fin du conflit.

Antisémisme : l'intolérable chantage, Étienne Balibar, Rony Brauman, Judith Butler, Sylvain Cypel, Éric Hazan, Daniel Lindenberg, Marc Saint-Upéry, Denis Sieffert, Michel Warschawski, La Découverte, 130 p, 7,50 euros.

L'essai d'Alain Finkielkraut, « Réflexions sur l'antisémisme » qui vient de paraître appelle par son style même, à un espace de recueillement d'où pourra surgir une compréhension nouvelle.

Il écrit « les juifs, ces familiers du pire on une âme insurprenable ».

Or c'est justement à l'accès à « une âme surprenable » que nous appelle cet essai. D'abord, Alain Finkielkraut nous convie à une comparaison des positions américaines et européennes quant à l'antisémisme et l'antisionisme. L'Amérique est fondamentalement anti-nazie parce que les nazis ont nié les valeurs de la nation américaine dans leur dimension fondatrice, alors que l'Europe qui a vaincu le nazisme en est aussi le berceau. Ainsi « la mémoire du nazisme rappelle à l'Amérique sa vocation, et à l'Europe sa fragilité » ;

Or, ce qui est aujourd'hui particulièrement interrogant, c'est que la haine antisioniste est dans le camp de ceux qui sont descendus dans la rue contre Le Pen, « dans le camp du respect et non dans le camp du rejet », ce que ce camp réclame des juifs aujourd'hui c'est qu'ils répondent « du martyr qu'ils infligent à l'altérité palestinienne ».

Barbara Spinelli dans un article paru en 2001 avance que « les Juifs, forts d'être le surmoi du vieux continent, en oublient d'avoir un surmoi ».

Mais, Alain Finkielkraut le souligne avec une très grande force d'analyse, c'est que précisément, c'est cette hantise à dénoncer le mal qui a gagné l'Europe, qui devient aujourd'hui à l'origine d'une illusion d'optique. « la fièvre hypermnésique qui s'est emparée de l'Europe ne laisse subsister, dans un monde simplifié à l'extrême, que deux archétypes : du nazi et de la Victime » et c'est ce qui foment un déni fondamental, voir une forme de rejet : le rejet de la figure de l'Ennemi.

Pour l'Europe « les Palestiniens ne sont pas les ennemis des Israéliens mais leur Autre. Faire la guerre à l'Autre est un crime contre l'humanité ». La figure de l'ennemi déniée ressurgit sous la forme démoniaque de l'ennemi du genre humain ». C'est à une issue de la confusion que nous appelle cet essai d'Alain Finkielkraut.

La figure de l'Israélien ne peut être rabattue sur la figure « d'ennemi du genre humain » ce qui malheureusement aurait tendance à fonctionner dans l'inconscient collectif aujourd'hui.

Il est important de sortir de cet engrenage qui enveloppe le conflit israélo-palestinien et, à ce titre, l'Europe au lieu de se faire l'apôtre de l'un des protagonistes, se devrait d'adopter la position du tiers à partir de laquelle il lui serait possible de promouvoir des solutions.

Au nom de l'autre, réflexions sur l'antisémisme qui vient, Alain Finkielkraut, Gallimard, 5,5 euros

Denis Charbit, professeur de Civilisation Française à l'Université de Tel Aviv et auteur du livre de référence *Sionismes. Textes fondamentaux*. (983 p 1998, Albin Michel), a bien voulu répondre à nos questions.

On constate un éloignement de plus en plus grand entre la gauche et le sionisme. Cela a-t-il toujours été le cas ? Sinon, de quand, à votre avis, date-t-il ?

Quelles en sont les raisons, de part et d'autre : idéologiques, historiques...

Le malaise actuel ne doit pas nous faire oublier que la tension entre la gauche européenne et le sionisme n'est pas seulement une affaire de circonstances (guerre du Liban, première et seconde Intifada). Au niveau fondamental, il existe entre les deux causes un différent idéologique de taille: le sionisme, quelles que soient ses tendances et variantes, repose sur le primat de la nation, tandis que la gauche est fondée sur le primat de la classe. De telle sorte que, dès le départ, les relations ne pouvaient pas être simples et directes. On sait, à ce sujet, que la gauche a toujours eu une difficulté réelle à penser la question nationale (mise à part le courant dit de l'austromarxisme composé de Juifs, pour une grande part, dont Otto Bauer). Ce n'est qu'au travers des luttes anticolonialistes et anti-impérialistes que la gauche a reconnu le potentiel et la légitimité révolutionnaires des luttes de libération nationale. Ce qu'il reste aujourd'hui de tous ces débats révolus, c'est que la gauche reste favorable aux revendications indépendantistes tant qu'elles ne sont pas réalisées, mais devient extrêmement sourcilieuse et méfiante une fois que l'indépendance a été acquise.

Il convient de préciser de quelle gauche l'on parle : la gauche révolutionnaire a été de tout temps antisioniste, radicalement et sans nuances. La seule exception (et il faut convenir qu'elle fut de taille mais non moins éphémère et de circonstance fut l'attitude soviétique en 1948). Le communisme a toujours condamné le sionisme comme une idéologie bourgeoise de Lénine à Brejnev en passant par Mao. Quant au gauchisme, s'il s'est démarqué sur bien des points du communisme, il a été idéologiquement et politiquement hostile au sionisme autant sinon plus que le communisme. Sur la scène intellectuelle, l'équipe des Temps Modernes (Sartre-Beauvoir-Lanzman) était l'exception face la ligne tiers-mondiste défendue par Partisans (François Maspero, Maxime Rodinson). Autrement dit, il n'y a jamais eu que la gauche réformiste ou la social-démocra-

tie pour être favorable à Israël et à son idéologie fondatrice : de Blum à Mitterrand, en passant par Mendès-France dans le champ politique français ; l'équipe d'Esprit (Mounier, Jean-Marie Domenach, Paul Thibaud) dans le champ intellectuel. La flamme sioniste, déjà à l'époque, était le fait des mendésistes et des mitterrandistes, qui, peu à peu, s'étant retirés de la scène publique, n'ont pas eu d'héritiers. En ce sens, l'antisionisme croissant dans les rangs de la gauche française peut être appréhendé comme un des symptômes de la crise plus générale qui affecte la gauche réformiste devant le gauchisme renaissant sous la forme de l'altermondialisation. Cette longue durée de l'antisionisme à gauche ne nous dispense pas d'analyser les causes du malaise actuel. Pour ce qui est de la France, c'est d'abord une question de génération: Par boutade, on pourrait dire que l'antisionisme en France, c'est ce qui reste de mai 68 lorsqu'on a tout oublié. La socialisation politique des militants et des sympathisants de la gauche actuelle s'est construite et accomplie autour de la guerre d'Algérie, de mai 68 et du gauchisme post-soixante-huitard. Or, si l'on considère toutes les luttes révolutionnaires dans le monde avec lesquelles ils se sont identifiés (contre les dictatures en Amérique latine et dans la péninsule ibérique, contre le général Pinochet au Chili, Videla en Argentine, Franco en Espagne, Salazar au Portugal et le régime des colonels en Grèce ; contre l'impérialisme américain au Vietnam ; contre le monopole de la révolution confisque par le communisme soviétique et ses satellites), de toutes ces causes multiples tous azimuts, celle de la Palestine demeure l'exception : Israël occupe toujours les territoires et les perspectives d'une indépendance palestinienne restent encore floues.

Non que les aspirations soixante-huitardes sur les autres fronts cités plus haut aient été totalement accomplies, mais quand bien même ces pays sont aujourd'hui, des démocraties « formelles » et « bourgeoises » (*horresco referens* ! à l'époque), et n'ont vraiment rien de révolutionnaires, au moins les régimes de dictature ont, en tant que tel, disparu. Dans le cas de la Palestine, si les militants avaient espéré alors qu'elle deviendrait « démocratique et laïque », il aurait suffi, pour qu'ils es-

timent leur combat d'antan révolu, que naisse une Palestine indépendante et souveraine (quand bien même eut-elle été théocratique et non-démocratique) à côté d'Israël dont ils auraient accepté, en contrepartie, l'existence et l'idéologie fondatrice. Or, ce n'est pas le cas, rien n'a fondamentalement changé sur le terrain. De fait, la cause palestinienne reste la seule cause encore vive, encore saignante, qui les raccroche à leur passé. On peut regretter qu'ils aient, à cet endroit, retrouvé, intacts, leurs vieux réflexes révolutionnaires, au lieu d'avoir une approche politique, d'introduire de la complexité dans leur jugement, de s'interroger, nonobstant leur adhésion à la cause palestinienne sur le rejet par Arafat du plan Barak à Camp David, sur l'islamisation de la cause et sur le choix, la nature et les effets des moyens employés par les organisations paramilitaires palestiniennes.

Il ne fait pas de doute qu'Israël face à la Palestine est perçu comme un front opposant l'Occident à l'Orient, sans tenir compte de la nombreuse population juive issue des pays arabo-musulmans et déniaient, de surcroît, aux Israéliens nés en Israël la qualité d'autochtones.

Y a-t-il une part de la situation de l'État d'Israël dans cette situation ?

Plusieurs facteurs, côté israélien, expliquent la dégradation des relations entre la gauche et Israël. Il y a, bien sûr, l'occupation israélienne depuis 1967. Au fur et à mesure que le temps passe, (bientôt quarante ans, bientôt un demi-siècle), on oublie les circonstances qui ont mené à la guerre et favorise la conquête: il ne reste plus que l'occupation avec ses humiliations, la discrimination, les inégalités structurelles, que les implantations rendent encore plus palpables. Mais ce n'est pas seulement l'occupation israélienne, car il faudrait alors faire remonter le fossé à 1967 ; or celui-ci n'apparaît que deux ou trois décennies plus tard, c'est-à-dire lorsque le conflit israélo-arabe se transforme en conflit israélo-palestinien, et que c'est toute la structure du conflit qui se trouve modifiée. Cette mutation est due à l'internationalisation de la cause palestinienne recherchée par l'O.L.P. ; elle est aussi la conséquence

paradoxe des traités de paix signés avec l'Égypte et la Jordanie, qui ont, de fait, réduit le conflit à sa dimension israélo-palestinienne. La mission d'ordre militaire confiée à Tsahal diminue au profit d'une mission de maintien de l'ordre pour laquelle il n'est pas préparé, et qui pose des dilemmes moraux bien plus graves et quotidiens que la situation de guerre.

- Jusque dans les années 80, le sionisme dominant reposait sur une synthèse associant un projet national, particulariste par définition, et des valeurs universelles. Le sionisme socialiste en était l'expression la plus explicite. Cette synthèse, même si elle ne fut pas toujours équilibrée et réalisée dans les faits, témoignait d'une préoccupation et d'une aspiration réelle. Ce sionisme-là existe toujours ; il n'est plus dominant. Un sionisme exclusiviste et nationaliste, plus clérical que laïc sans être pour autant empreint d'une quelconque exigence spirituelle et morale, lui fait une rude concurrence, avec les conséquences que cela a sur la perception du sionisme en Israël et à l'étranger.

La proximité passée entre la gauche et le sionisme tenait aussi à la vitalité du modèle socialiste volontariste « à visage humain » que le kibboutz incarnait. Son effondrement a ôté à Israël un des motifs d'attraction et d'adhésion que la gauche dans le monde nourrissait à l'égard d'Israël. Enfin, depuis 1977, Israël a été le plus souvent gouverné à droite. Le soutien à Rabin et même à Barak (lors du retrait du sud-Liban) montre bien l'impact des choix politiques de mes concitoyens sur la perception d'Israël dans l'opinion publique internationale.

À quelles conditions et dans quelles circonstances cet éloignement réciproque pourrait-il s'atténuer ?

La situation n'est pas irréversible. Sioniste de conviction et donc rebelle à tout fatalisme, je pense résolument que ce que nous faisons et ferons détermine et déterminera, pour une grande part, le rapport de la gauche à l'égard d'Israël. Petite note d'espoir pour terminer : je constate que l'antisémitisme de la gauche française dont on s'inquiète à juste titre est, bien souvent, pensé et dispensé par des Juifs, ce qui me rassure. Je vois finalement assez peu de non-Juifs prendre la tête de la cause antisioniste. Comme au début du XX^e siècle, ce débat semble n'être qu'une affaire de famille.

Pour le communisme, en particulier en ce qui concerne l'URSS, il est quelquefois difficile de faire la différence, entre l'opposition au sionisme et, au-delà, à toute affirmation de l'identité religieuse, culturelle ou nationale juive, et des actions antisémites tout court : ainsi si l'on ne peut qualifier Lénine ou Trotsky d'antisémite, leur opposition au Bund et encore plus à toute affirmation collective juive sioniste ou non, a trouvé naturellement (?) sa suite dans l'antisémitisme affirmé de Staline, antisémitisme souvent déguisé en lutte contre le sionisme. La brève « lune de miel » entre Staline et les Juifs, commence en 1942, année de création du Comité juif antifasciste à Moscou, destiné à mobiliser les Juifs dans la lutte anti-nazie, ce qu'ils étaient déjà, et se termine en 1946. Cette année-là, Jdanov lance sa campagne contre « le nationalisme juif », campagne qui atteindra son sommet avec l'assassinat de vingt-six membres de l'ancien comité juif antifasciste dissous, fusillés après un procès à huis clos : tous d'éminentes personnalités de la culture juive en URSS. Le summum de cette campagne antisémite est atteint, le 13 janvier 1953, avec la « découverte » du prétendu « complot des blouses blanches » où des médecins juifs pour la plupart sont accusés d'être des espions sionistes à la solde du Joint américain et d'avoir voulu assassiner Staline et des dirigeants soviétiques. Seule la mort de Staline, le 5 mars 1953, évite la réalisation de son plan : la déportation des Juifs soviétiques en Sibérie (voir p. ex. E. Barnavi, *Histoire universelle des Juifs*, Hachette). Sans les procès de Prague et d'autres capitales communistes où des dirigeants communistes sont accusés d'être des agents sionistes et exécutés.

Quant à l'extrême-gauche, trotskiste, maoïste ou d'autre orientation, un antisémitisme sans nuances a été une de leurs constantes.

Comme le montre Tony Fitoussi cet antisémitisme a sans doute des racines

complexes : sa base me semble être un internationalisme affiché, accentué depuis le mouvement de décolonisation, donc l'opposition à tout ce qui est ou peut paraître un nationalisme... sauf s'il s'agit de pays ou de peuples du Tiers Monde.

L'accentuation du conflit israélo-palestinien ces dernières années, comme jadis lors du conflit algérien, auquel il est souvent assimilé par l'extrême gauche, n'a fait qu'accentuer ces positions et prise de positions antisionistes. Ces attitudes que l'on peut qualifier de dogmatiques ont pour résultat consternant que dans certaines manifestations en France l'extrême gauche révolutionnaire s'est retrouvée avec les islamistes rétrogrades qui portaient des calicots « sionistes =SS ».

L'extrême gauche me semble-t-il dans son anti-américanisme et son altermondialisme, a enfourché le cheval du tiersmondisme relooké, en propalant le sionisme aveugle.

Quant aux Verts, dont une délégation, conduite par leur Secrétaire général Gille Lemaire, a rencontré les dirigeants du CRIF début septembre 2003, on ne peut que se féliciter, de la déclaration de Gilles Lemaire, qui a reconnu que « le sionisme est le mouvement de libération nationale du peuple juif ». Voilà qui donne de l'espoir dans l'évolution des positions.

Je voudrais souhaiter une bonne et heureuse Nouvelle année juive, *Chana Tova* à tous nos amis, en émettant le vœu que la Nouvelle Année soit moins terrible et moins violente que celle qui vient de s'écouler.

Deux attentats-suicide palestiniens en Israël, qui ont fait des dizaines de victimes Israéliens, Juifs et Arabes confondus, dont de nombreux enfants, viennent tous nous endeuiller.

Répetons le encore une fois qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit tragique, que seule la négociation pourra y mettre fin.

Izïo Rosenman

Des juifs américains lancent un
« appel pour ramener les colons
chez eux en Israël »

L'Alliance pour la justice et la paix – Brit Tzedek V'shalom- a été constituée au printemps 2002 par 200 dirigeants de communautés juives nord-américaines. Très attentifs à la sécurité à long terme d'Israël, ils sont convaincus qu'elle sera assurée par la fin de l'occupation, l'évacuation des territoires et la création d'un état palestinien à côté de l'état d'Israël sur la base des frontières de 1967.

A partir d'enquêtes montrant que 80 % des colons ont surtout été motivés par des considérations économiques, cette association a lancé en mai 2003 un « appel pour ramener les colons chez eux en Israël ».

Il demande au gouvernement américain :
- de faire pression sur le gouvernement israélien pour réorienter sa politique constante d'aide financière à l'installation des colons en Cisjordanie et à Gaza vers une aide à leur relogement à l'intérieur d'Israël.

- d'apporter un aide étrangère généreuse à cet effort massif de relogement, quelle soit la volonté du gouvernement israélien, en demandant aussi la contribution de l'Union Européenne, des grandes démocraties industrielles et des Nations Unies.

L'Alliance Juive pour la Justice et la Paix tiendra sa 2^e conférence à Boston du 31 octobre au 2 novembre, avec la participation d'Amran Mitzna, Naomi Chazan, Sumaya Farhat-Naser (cofondatrice du Centre de Jérusalem pour les femmes), et de personnalités américaines dont des candidats aux élections présidentielles.

Nous saluons cette initiative de membres de la plus importante et influente diaspora juive.

Toutes les informations sont disponibles en anglais sur le site www.btvshalom.org
Joseph Gabizon

Colloque du Cercle Léon Blum

Dimanche 23 novembre de 14 h 30 à 18 h au Palais du Luxembourg (Sénat) sur le thème : La gauche et l'antisémitisme

Ni croix, ni voile, ni kippa, ni aucun signe ostentatoire d'appartenance

Les associations et personnalités signataires inquiètes de la part croissante des communautarismes dans le pays et des menaces qui se font jour sur la laïcité ont décidé de s'adresser au pays et à faire appel au courage politique de ses représentants en signant ensemble le texte suivant :
Ni croix, ni voile, ni kippa, ni aucun signe ostentatoire d'appartenance dans le sein de l'école de la République

L'école est le lieu sacré de la République où l'on apprend à devenir citoyen. Où l'on enseigne à tous les enfants à devenir des femmes et des hommes libres, égaux en droit, solidaires, quelles que soient leur couleur, leurs origines, leurs filiations culturelles, philosophiques, religieuses. C'est là que la liberté, l'égalité et la fraternité prennent tout leur sens concrets. C'est pourquoi l'école doit demeurer un sanctuaire protégé dont la laïcité ne saurait être soumise à la pression d'intérêts dogmatiques, communautaristes ou marchands.

Ni voile, ni croix, ni kippa, ni aucun signe ostentatoire au sein de l'école doit redevenir la règle impérative, officielle et valable pour tous. Elle seule garantit à chaque enfant l'égal accès à la citoyenneté en même temps qu'elle constitue le meilleur outil pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

Le principe de la Laïcité de l'École et du service public, principe constitutionnel doit être appliqué. L'article 10 de la loi

d'orientation de juillet 1989 et l'avis du Conseil d'État du 27 novembre 1989 qui en dénaturent le sens doivent être rapportés par les moyens réglementaires ou législatifs qui s'imposent.

La Laïcité, principe universaliste doit trouver place en Europe et sur tous les continents afin de garantir à chaque femme et à chaque homme la liberté de pratiquer un culte ou d'en changer ou de n'en pratiquer aucun ou d'en contester le contenu.

Les associations et personnalités signataires du présent appel demandent l'interdiction de tout signe ostentatoire d'appartenance dans le sein de l'école de la République et des services publics.

1. Albert Memmi 2. Association « Rose Claire Lacombe » 3. Atheisme. Org - site - Jocelyn Bézecourt 4. CGT-FO 5. Chevalier de la Barre 6. Christian Bataille 7. Claude Nicolet 8. Claude Villers 9. Comité Laïcité République 10. Comité Valmy 11. Compagnons du Voyage 12. Conseil Européen des Fédérations WIZO 13. Didier Terrière 14. Fédération « Femmes 3000 » 15. Fédération Nationale de la Libre Pensée 16. Floréal - Égalité 17. Henri Caillaud 18. Henri Pena-Ruiz 19. J.C. Bossard Union Rationaliste 20. L'Association pour un judaïsme Humaniste et Laïque-AJHL 21. Mouvement des Jeunes Femmes 22. Mouvement des Maghrébins Laïques de France 23. Mouvement Europe et Laïcité - CAEDEL 24. UNSA Postes

La lettre de l'AJHL

Bimestriel - octobre 2003

n° 26 - Prix au numéro : 2,3 Euros

Directeur de la publication : Izio Rosenman

Coordination et édition : Alain Scemama

Imprimeur : COPYFAC, 21 rue Linné 75005 Paris

Association pour un Judaïsme Humaniste et Laïque
www.ajhl.org (loi de 1901) 11 rue de Clamart, 92100, Boulogne-Billancourt.

BULLETIN D'ADHESION

Nom	Prénom
Adresse	
Code Postal	Ville
Téléphone domicile	Téléphone bureau
Profession	
Adhésion annuelle AJHL 50 Euros	

1- L'adhésion annuelle permet de participer à nos activités gratuitement ou à tarif réduit et de recevoir *La Lettre de l'AJHL* (5 numéros par an) et la revue *Plurielles* (1 numéro par an).

Envoyez vos chèques, libellés à l'ordre de l'AJHL, à l'AJHL, 11, rue de Clamart, 92100 Boulogne.